Marchand, René

Les agissements des Alliés contre la...

[S.l.]

[1918]

97-84249-27
MASTER NEGATIVE #

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES
PRESERVATION DIVISION

BIBLIOGRAPHIC MICROFORM TARGET

ORIGINAL MATERIAL AS FILMED - EXISTING BIBLIOGRAPHIC RECORD

Marchand, René, 1888-
Les agissements des Alliés contre la Révolution russe. [1918]
16 p.

Contents.--1. Lettre à M. Raymond Poincaré, Président de la République française. 2. Lettre à M. Albert Thomas, ancien Ministre de l'armement.

TECHNICAL MICROFORM DATA

FILM SIZE: 35mm REDUCTION RATIO: 12:1 IMAGE PLACEMENT: IA (IIA) IB IIB

DATE FILMED: 11-14-97 INITIALS: PB

TRACKING # : 29755

FILMED BY PRESERVATION RESOURCES, BETHLEHEM, PA.

BIBLIOGRAPHIC IRREGULARITIES

MAIN ENTRY: Marchand, René

Les agissements des Alliés contre la Révolution russe

Bibliographic Irregularities in the Original Document:

List all volumes and pages affected; include name of institution if filming borrowed text.

_____Page(s) missing/not available:

_____Volume(s) missing/not available:

_____Illegible and/or damaged page(s):

_____Page(s) or volume(s) misnumbered:

_____Bound out of sequence:

X Page(s) or volume(s) filmed from copy borrowed from: Hoover Library

(photocopy of entire pamphlet)

_____Other:

_____Inserted material:

TRACKING#: MSH29755

LES
Agissements des Alliés
CONTRE LA
Révolution russe



Le Témoignage d'un Bourgeois Français

M. RENÉ MARCHAND

correspondant du "Figaro" et directeur du "Journal de Russie"

---

1. — Lettre à M. Raymond POINCARÉ Président de la République Française.

2. — Lettre à M. Albert THOMAS, ancien Ministre de l'Armement.



Pour l'édification des honnêtes gens de tous les partis et de tous les pays, nous publions ici deux documents d'une importance capitale.

Leur origine leur donne un poids énorme, que nul ne saurait contester. M. René Marchand, en effet, n'est ni bolcheviste, ni socialiste; il est réactionnaire d'opinions et sa qualité de correspondant du Figaro *suffit à caractériser ses tendances bourgeoises monarchistes. Mais il est un honnête homme et il le prouve en proclamant ses propres erreurs, en rectifiant ses jugements erronés, en jetant un cri d'alarme en présence des crimes qu'il est à même de constater.*

La lettre à M. Poincaré, par les faits précis qu'elle allègue, celle à M. Albert Thomas, par les idées remarquables qu'elle exprime sont d'une force probante exceptionnelle. Les lecteurs auront à cœur de les faire connaître autour d'eux.

PRÉFACE

des ISVESTIA (N° 207, 24 septembre 1918)

Lorsque, il y a un mois, on a découvert le complot gigantesque, organisé par les impérialismes anglo-français et dirigé ici, à Moscou, par Lockart, Grenard et Cᵉ, la presse vendue, anglaise et française, a poussé de hauts cris au sujet des violences commises sur des citoyens « alliés » arrêtés à l'occasion de ce complot, assurant faussement que le complot a été imaginé de toutes pièces, etc.

Nous publions ci-dessous le premier des nombreux documents qui non seulement prouvent la réalité du complot, mais montrent à quels moyens, exceptionnels par leur cynisme et leur imprudence, ont voulu avoir recours Messieurs les Alliés pour atteindre leurs fins.

Ce document est une lettre, adressée par le citoyen français, René Marchand, au Président de la République française et trouvée par la Commission Extraordinaire lors d'une perquisition opérée rue Orbat.

M. René Marchand est, comme le montre sa lettre, un patriote français, un ultra-patriote même. Il était partisan de l'intervention des « alliés » en Russie et n'éprouvait aucune sympathie pour les bolcheviks. Mais il lui est arrivé par hasard d'assister à une réunion *officieuse* (c'est ainsi qu'il la nomme lui-même) qui s'est tenue au *Consulat Général Américain* le 23 ou 24 août. Ont participé à cette réunion : le Consul général américain. M. Pool, le Consul français. M. Grenard, et des agents des puissances alliées : Serguievsky, Keim, Verdemont, Lavergne, etc. Lors de la publication des premiers faits relatifs au complot, il a déjà été question de cette réunion, comme il a été question aussi des explosions qu'on avait projetées et au sujet desquelles la Commission Extraordinaire a réuni des renseignements très précis.

Mais M. René Marchand, à ce moment, apprit tout cela pour la première fois ; son honnêteté a été révoltée par l'ignominie sans limites des représentants officiels de l'Entente, et c'est avec une indignation sincère qu'il a fait connaître à M. Poincaré, l'intention des agents anglo-français de faire sauter les ponts de chemins de fer, pour condamner à une famine complète la population de la capitale. Ces procédés de bandits ne visaient aucunement une lutte contre l'Allemagne (l'auteur de la lettre y insiste), mais se proposaient de « précipiter la Russie dans une lutte politique sanglante et sans fin, la condamnant à des souffrances surhumaines en raison de la famine ».

Bref, M. Marchand a pu se convaincre qu'il ne s'agissait là aucunement de la fameuse « aide » à apporter au peuple russe, mais qu'on voulait au contraire plonger celui-ci, dans un nouvel abîme d'épreuves.

M. Poincaré — comme on le voit par la lettre — connaît personnellement son correspondant, et il est peu vraisemblable que Messieurs les impérialistes osent maintenant nier l'ignoble aventure projetée par les représentants officiels des « puissances alliées ».

Lettre à M. Raymond Poincaré

Moscou, le 22 août (4 sept.) 1918.

Monsieur le Président,

M'autorisant de la bienveillance que vous m'avez témoignée et de ce que vous m'avez demandé de vous renseigner de temps en temps sur la situation en Russie j'ai l'honneur de vous adresser une copie de la lettre que j'ai envoyée récemment à M. Albert Thomas et où il est question, au premier chef, de l'intervention des alliés.

Depuis l'expédition de cette lettre, des événements se sont déroulés, conformément à mes prévisions, d'une façon fatale et défavorable, à mon point de vue, aux intérêts bien compris de la Russie et de l'Entente. Vous nous avez recommandé, Monsieur le Président, d'agir dans les circonstances difficiles en hommes honnêtes et capables de juger du moment présent avec une complète bonne foi. C'est précisément pour être en règle avec ma conscience que j'ai adressé à M. Albert Thomas la lettre que vous allez lire. Vous me connaissez, M. le Président ; vous savez avec quelle foi ardente j'ai soutenu l'alliance franco-russe avant et pendant la guerre, avec quel enthousiasme je me suis donné de toute mon âme, de tout mon cœur, de toutes mes forces à la lutte, qui nous a été imposée au nom de la justice et au nom de la libération des peuples opprimés, d'une façon brutale et provocante, par l'Allemagne impérialiste, pour servir mon cher pays sous votre direction personnelle si pacifique et si loyale. Je n'ai donc pas besoin de vous dire qu'aujourd'hui comme hier, si je pouvais voir dans les efforts accomplis par les alliés en Russie un moyen auxiliaire — fût-il minime — d'augmenter nos chances de victoire ou de rapprocher celle-ci — ne serait-ce que d'une heure, je n'aurais pas songé un seul instant — quel que grand que soit mon amour pour la Russie et quelque fortement que se serre mon cœur à la vue de ses souffrances — à envoyer à M. Albert Thomas la lettre ci-jointe et je n'aurais pas pris sur moi la liberté extrême de vous adresser ces lignes.

Je crois être un de ceux qui ont lutté avec la plus profonde conviction contre le bolchevisme, dans ses manifestations de démagogie violente ; je crois être un de ceux (parmi les plus modestes, bien entendu) qui ont adhéré à l'idée de l'intervention aussitôt que cette idée a été émise, de ceux qui ont été les plus chauds partisans de cette intervention *en dehors des bolcheviks et contre eux*, dans le but *d'aider le peuple russe lui-même de secouer le joug allemand*, de grouper autour de nous toute la Russie unifiée et d'obtenir la revision radicale du misérable traité de Brest-Litovsk, funeste aux intérêts de la Russie et lourdement préjudiciable à ceux des alliés. C'est ainsi que j'ai toujours compris l'*Intervention*, c'est ainsi que je l'expliquais et me croyais en droit de l'expliquer à mes amis russes. Je suis persuadé que maintenant, plus que jamais, tels sont les buts poursuivis par les Gouvernements de l'Entente. Mais je constate avec amertume que, ces temps derniers, nous nous sommes laissés entraîner du côté de la lutte contre le bolchevisme *exclusivement*, c'est-à-dire uniquement du côté de la poli-

tique intérieure de la Russie, perdant ainsi graduellement de vue notre but essentiel primitif, entreprenant, sans utilité aucune pour les intérêts de l'Entente, une action ne pouvant amener d'autre résultat que d'aggraver inutilement les souffrances et le désespoir du peuple russe, *de toutes les classes de la société russe sans exception*, d'intensifier l'anarchie, les souffrances de la faim et de la guerre civile, la terreur blanche et rouge, et les luttes des partis et, enfin, d'affaiblir les forces nationales de résistance. Tout cela à un moment où ces forces se sont si nettement manifestées, s'imposant au gouvernement des Soviets lui-même (dont l'énergie gouvernementale s'est manifestée, il faut l'avouer, d'une façon surprenante en face des difficultés les plus terribles) qui a, enfin, commencé à se préparer ouvertement à la lutte, lutte — quoi qu'on en dise et quoi qu'on en pense — ne pouvant être dirigée que contre le *seul* ennemi que la Russie ait : l'Allemagne, l'Allemagne de Brest, autrement dit l'Allemagne de Guillaume et de Scheidemann. Cet écart très regrettable de notre activité, qui nous a amenés petit à petit et insensiblement à quitter le chemin de la défense nationale pour nous engager sur le terrain stérile et, dans tous les cas, d'importance secondaire, de la politique intérieure russe, s'est manifesté d'une façon de plus en plus nette à partir du mois de juillet, depuis les événements pénibles de Iaroslavl, où la lutte des gardes blancs et de Savinkov contre le gouvernement des Soviets a fini par amener la mort de plusieurs milliers de Russes, l'anéantissement de nombreuses églises et de grandes richesses artistiques, l'ensanglantement de la vieille ville et le découragement de ceux que nous nous proposions d'encourager, en augmentant l'irritation des bolcheviks et la méfiance croissante de la bourgeoisie.

Je connais l'impression particulièrement pénible produite par ces tristes événements sur le plus digne représentant de l'Eglise orthodoxe, le patriarche Tikhon. A ce propos, je dois souligner ce fait qu'au cours de toutes les conversations dont m'a honoré cet homme de haute valeur et d'une grande probité morale, il a, toutes les fois que je soulevais la question de l'appui moral à donner aux alliés lors de leur intervention possible, constamment répété, tout en éludant la réponse directe, que la condition indispensable de tout concours moral de l'église doit être l'engagement solennel des puissances de l'Entente de ne rien entreprendre qui puisse menacer l'unité de l'Etat russe, d'agir énergiquement contre l'ennemi allemand et de prendre des mesures pour ne pas augmenter les souffrances du peuple russe, notamment la famine qui a envahi les provinces de la Russie centrale grâce aux agissements allemands en Ukraine. Des promesses de même ordre ont été aussi données plus d'une fois aux représentants des divers partis politiques russes. Je me rappelle à cette occasion avec quelle clarté notre consul général m'a expliqué plus d'une fois les raisons du retard apporté à l'intervention, retard tenant au souci de faire concorder les opérations militaires avec les mesures économiques qu'on projetait d'abord, de mettre au premier plan et qu'on avait, en effet, commencé à réaliser en préparant des stocks considérables de produits alimentaires et de produits manufacturés pour la Russie.

Vous comprendrez, donc, M. le Président, qu'un écart aussi brusque et aussi rapide de la ligne de conduite primitivement

fixée n'a pas manqué de m'affecter profondément. Cependant, je gardais le plus fort espoir qu'on allait revenir à notre point re vue originel. Malheureusement, des événements récents m'ont convaincu de la vanité de ces espoirs.

Il m'est arrivé dernièrement d'assister à une réunion officieuse qui m'a fait connaître de la façon la plus inattendue pour moi une activité secrète énorme, dangereuse au plus haut point, d'après mon avis, et, en tout cas, contraire à tout ce qui, jusqu'à ce jour, constituait mon devoir. Je parle de la réunion confidentielle qui a eu lieu au Consulat général des Etats-Unis le 23 ou le 24 août, si je ne me trompe. Peu importe la date, d'ailleurs. Y assistaient le Consul général des Etats-Unis, M. Pool, et notre consul général. Y assistaient également des agents des puissances alliées, dont je n'ai pas retenu les noms et parmi lesquels s'en trouvait un que je n'avais jamais rencontré jusqu'alors. Bien entendu — et je me hâte d'y insister — ni le Consul général américain, ni le Consul général français n'ont fait, en leur nom, la moindre allusion à des projets secrets de destruction, mais j'ai été mis *par hasard* au courant d'un semblable projet par ce qu'ont dit les agents présents.

C'est ainsi que j'ai appris qu'un agent anglais préparait la destruction du pont de chemin de fer sur la rivière Volkhov, non loin de Zvanka. Or, il suffit de jeter un coup d'œil sur une carte pour se convaincre que la destruction de ce pont équivaut à la condamnation de Petrograd à une *famine complète :* la ville se trouverait ainsi coupée de toutes communications du côté Est, c'est-à-dire du côté d'où nous vient le blé, déjà insuffisant. D'ailleurs, l'auteur lui-même de ce projet a exposé toute la gravité d'un tel acte, déclarant avoir lui-même des doutes quant à la possibilité de son exécution.

A cette occasion, un agent français a ajouté qu'il avait déjà tenté de faire sauter le pont de Tcheropovetz, ce qui aurait, pour le ravitaillement de Petrograd, des conséquences aussi funestes que la destruction du pont près de Zvanka, Tcherepovetz étant situé sur la ligne qui réunit Petrograd aux régions de l'Est. Il a été question ensuite de destruction de rails sur diverses lignes de chemins de fer. Un agent a même fait savoir qu'il s'est assuré le concours des cheminots, ce qui était précieux, mais empêchait, d'autre part, de mettre en œuvre certains appareils de destruction, car les cheminots soudoyés consentaient à aider à la destruction des seuls trains transportant des munitions... Ce que je viens de dire suffit pour fonder sur des faits non équivoques les graves appréhensions formulées par moi plus haut. Je suis profondément convaincu qu'il s'agit d'initiatives isolées de certains agents. Mais ces initiatives privées ne peuvent avoir elles-mêmes que ce résultat funeste : précipiter la Russie dans une lutte politique sanglante et sans fin, la condamnant à des souffrances surhumaines en raison de la famine. Il faut ajouter que ces privations affecteront d'une façon absolue et presque exclusive les couches pauvres et moyennes de la population, c'est-à-dire celles qui souffrent de façon *la plus cruelle et la plus imméritée* de la crise actuelle : petite bourgeoisie, employés, ouvriers, tandis que les grands bourgeois, les riches, trouveront toujours moyen de partir pour l'Ukraine ou l'étranger (cet exode a d'ailleurs commencé depuis longtemps et est largement pratiqué) ; d'autre part, les éléments

populaires qui sont au service du gouvernement des Soviets sont, dans une certaine mesure, préservée par celui-ci des privations excessives au détriment du reste de la population.

Je n'ai pas l'intention d'insister sur ce fait que *pas un mot* n'a été dit au cours de la conversation sur la lutte contre l'Allemagne.

Je ne tirerai, certes, pas de ce fait des arguments pour affirmer que de semblables initiatives se proposent sciemment de frapper la Russie elle-même, sa population de travailleurs sans défense, ce qui est pourtant la réalité, malheureusement. Je comprends très bien que l'on peut sinon justifier, du moins comprendre de tels actes si l'on considère comme un fait que le gouvernement des Soviets agit de concert avec l'Allemagne. Je sais d'ailleurs que telle est maintenant l'opinion générale et que certains agents alliés essayent de se procurer (je dirai entre parenthèses : en créant une atmosphère dangereuse et inquiétante au point de vue moral) des « pièces de conviction » démontrant l'existence d'une « alliance » entre eux.

Il m'est arrivé plus d'une fois à moi-même, sous l'influence de certains concours de circonstances et en jugeant d'après des signes extérieurs, de soupçonner de connivence avec Berlin certains leaders bolchevistes ; c'était au moment de l'arrivée de Lénine en Russie, de la faillite de l'insurrection populaire à Petrograd, enfin de l'ouverture des pourparlers de Brest, lorsque se fut complètement achevée la dissolution de l'armée. Les gouvernements alliés et leurs représentants autorisés ont cru pouvoir déterminer leur attitude et prendre des résolutions en se guidant sur des impressions qu'aucune donnée politique n'est venue confirmer dans la suite, si on laisse de côté la polémique violente des journaux. Depuis lors, la situation internationale s'est considérablement modifiée sous beaucoup de rapports, et il est impossible aujourd'hui d'affirmer sérieusement que le Gouvernement des Soviets a décidé de lier son sort à celui des empires centraux, dont la victoire, ou tout simplement le maintien de l'intégrité, non seulement ne lui promet aucun avantage, mais signifierait au contraire l'étouffement de la révolution russe tout entière, et par conséquent sa faillite à lui. C'est pourquoi, quel que soit le développement ultérieur des événements militaires, je considère comme invraisemblable que le Gouvernement des Soviets se soit décidé à appeler les Allemands à son secours. Ce serait là une combinaison trop *risquée et qui le compromettrait*, d'ailleurs, vis-à-vis du socialisme international et aussi — il ne faut pas l'oublier — *aux yeux des masses russes sur lesquelles il s'appuie*, car les Allemands sont irrévocablement arrivés à faire naître dans ce peuple, si incapable de haïr au fond, l'hostilité la plus profonde et la plus sérieuse.

Un des principaux arguments habituellement cités en faveur de l'existence d'une « alliance » secrète entre le Gouvernement des Soviets et l'Allemagne repose sur l'inactivité complète de cette dernière sur le front oriental à un moment où il est très important pour le Gouvernement des Soviets de se sentir les mains libres sous les rapports militaires et de se savoir à l'abri des menaces allemandes. Cet argument n'est pas valable, car il est clair maintenant, même pour un observateur peu attentif et peu renseigné, que si l'Allemagne laisse les bolche-

viks au pouvoir, *ce n'est pas de son plein gré :* elle doit craindre de provoquer des complications graves à l'intérieur et cela *par nécessité*, car sur ce terrain il lui est matériellement impossible d'agir autrement. Sous l'influence de nos remarquables victoires à l'Occident, dont *le retentissement est grand partout*, la tendance antiallemande *augmente* au sein des masses russes.

Pour y résister, l'Allemagne est obligée soit d'étendre son occupation à de nouvelles régions, soit de la renforcer dans les régions déjà occupées. Mais elle ne peut y songer en face des événements de l'Occident; ce qui l'en rend encore moins capable, c'est que de ses certaines unités ont été influencées par la propagande bolcheviste. C'est pourquoi elle sera non seulement incapable de renforcer son action en Russie, mais elle sera obligée — j'en suis convaincu — d'évacuer la plupart des régions occupées ; peut-être pourra-t-elle pendant quelques mois encore conserver une fausse apparence, entamer des pourparlers, continuer les marchandages. Mais pour tout observateur attentif, il est hors de doute qu'en Ukraine — la plus importante des régions occupées par elle — ses jours *sont comptés.* A ce sujet, tout le monde peut se persuader que les bolcheviks prêtent maintenant aux ukrainiens un concours de plus en plus actif, en vue d'une insurrection populaire, d'un soulèvement des paysans et des ouvriers, qu'ils expédient aux insurgés argent et munitions. Ce fait, que je puis vérifier d'après des sources antibolchevistes, m'apparait comme vraiment inconciliable avec un bolchevisme qui serait le Gouvernement *artificiel* d'une ville éloignée (Petrograd, Moscou) incidemment créé par une insurrection et condamné à disparaître sous la pression d'une nouvelle insurrection. C'est un Gouvernement qui, s'il s'appuie sur une partie seulement de la population *contre* l'autre s'appuie sur une partie qui le soutient non seulement dans un centre quelconque ou en un point quelconque, mais sur le territoire tout entier. De plus, c'est un gouvernement qui, jusqu'à ce jour, n'a été attaqué que du côté droit et non du côté gauche — ce qui pourra arriver un jour — et c'est pour cela qu'il est devenu aux yeux des éléments qu'il a réussi à grouper, synonyme et symbole de la « révolution ». Ces deux faits expliquent, selon moi, cette circonstance que, malgré la haine qu'ils ont provoquée, parmi ceux qu'ils poursuivent, partout où leur pouvoir s'est trouvé renversé, les bolcheviks reprenaient aussitôt le dessus grâce au mouvement insurrectionnel populaire. C'est ce qui explique que toute tentative de renverser le bolchevisme par une insurrection ou un point dans un centre, se répercute dans tout le pays — cela s'est répété plus d'une fois — par l'augmentation de l'anarchie, de la désorganisation générale, un trouble extrême, et contribue à *augmenter artificiellement*, sans utilité pour qui que ce soit, les souffrances du malheureux peuple russe, à le plonger dans une *guerre civile sans ordre et sans but qui, dans d'autres conditions, pourrait se tourner victorieusement contre l'Allemagne de plus en plus affaiblie*. Pendant ce temps, le Gouvernement des Soviets se trouve indirectement fortifié en raison directe de la pression qui s'exerce contre lui, car il se voit obligé, par la marche même des choses, de manifester pour prendre le dessus une énergie décuplée, d'éviter les dangers,

en même temps que l'anarchie, qui, graduellement et insensiblement tendait à le renfermer dans son cercle. Autrement dit, il se trouve *érigé en Gouvernement révolutionnaire*, révolutionnaire et non pas anarchiste et sans force, révolutionnaire au sens gouvernemental et supérieur de ce mot.

Je m'excuse, M. le Président, d'avoir retenu pendant si longtemps votre attention, attirée par des soucis nombreux et graves. Mais, n'ayant aucune possibilité de communiquer directement avec notre ambassadeur, et me souvenant, d'autre part, de la haute bienveillance dont vous avez bien voulu m'honorer, je me suis décidé — après de longues et nombreuses hésitations — de m'adresser à vous, croyant de mon devoir, en face des événements qui se déroulent devant mes yeux, de soumettre à votre attention les faits et les idées exposés plus haut, pour le bien de notre chère France bien aimée.

Veuillez, monsieur le Président, agréer l'expression de mon profond respect et de mon absolu dévouement.

René MARCHAND.

— —

Lettre à M. Albert Thomas

Moscou, le 2-16 août 1918.

Monsieur le Ministre,

Dans l'affreuse angoisse et l'extrême détresse morale où je me débats actuellement, c'est à vous que je viens m'adresser car je suis sûr que vous me comprendrez. Vous *aimez* la Russie et je suis sûr que la voir souffrir comme je la vois actuellement ne vous laisserait pas indifférent.

Je suis si profondément impressionné que je ne pourrai vraisemblablement pas trouver le moyen de vous écrire quelque chose de raisonné ni de logique, mais je suis certain que votre cœur me comprendra.

J'ignore quand ces lignes vous parviendront. Sans doute aurez-vous vu avant M. de Chevilly qui, pièces en mains, pourra vous convaincre que je suis ou bien devenu fou ou bien que je n'ai aucune opinion ni aucune sincérité. Je le sais, et pas plus à ses yeux qu'aux vôtres ni qu'à ceux des bolcheviks, je ne cherche à nier ou à atténuer mes actes et mes paroles. Au contraire, j'en prends, j'en réclame plus que jamais l'entière responsabilité. Qu'on me traite de ce qu'on voudra, qu'on m'accuse de ce qu'on voudra, peu m'importe. J'ai conscience d'accomplir un devoir impérieux et de tenter de réparer sur les points où je m'aperçois que je m'étais trompé, le mal que j'ai pu faire. Bien entendu, je ne m'exagère nullement la faiblesse de mes moyens et je n'ai nullement l'outrecuidance de penser que mon opinion avait pu être d'un poids réel dans des décisions quelconques, ni que mon opinion actuelle pourra être d'un poids réel dans des décisions ultérieures. Je suis au contraire profondément convaincu de la parfaite nullité de ce que je suis et représente, mais je suis non moins convaincu que devant ma conscience du moment que j'avais, dans la mesure de mes

moyens, agi, pensé et parlé dans un sens déterminé, je dois aujourd'hui dans la même mesure de ces mêmes moyens, venir modifier cette action, pensée, parole.

C'est pourquoi, comme j'avais remis à M. de Chevilly une lettre, et que je l'avais prié de transmettre de ma part à quelques personnalités politiques des impressions, j'ai cru devoir faire connaître à ces mêmes personnalités télégraphiquement les modifications survenues, selon moi, dans la situation depuis le départ de M. de Chevilly.

Voilà le sens exact du télégramme que j'ai adressé simultanément à M. de Céligny à la Maison de la Presse, à M. R. Poincaré, à vous, à M. Jean Cruppi et à M. Ernest Lafont. Je ne doute pas, s'il y a lieu, qu'il parviendra aussi à notre ambassadeur avec lequel je n'ai aucun moyen de communiquer, mais dont j'entends absolument ne pas me cacher, au contraire. Ceci dit une fois pour toutes, si mon attitude est répréhensible, ce que je ne vois pas personnellement, j'en accepte d'avance l'entière responsabilité, ayant devant ma conscience le sentiment très net de n'avoir fait que le plus élémentaire devoir et de n'avoir obéi qu'à un amour toujours également ardent et passionné pour ma chère France et pour la Russie, ma chère seconde patrie.

Maintenant, j'en *arrive au fait*.

Je n'ai jamais été bolchevik, ni socialiste. Au contraire, j'ai toujours été très modéré et pour la Russie attaché à l'idée d'un gouvernement de forme monarchiste. Quand a éclaté en février la Révolution russe, elle m'a *indigné* car dès le premier jour, quand beaucoup se réjouissaient ouvertement, je comprenais instinctivement que c'était la fin de la Russie pour la guerre, le « lâchage » et la chute du front. Puis vous êtes arrivé. Votre contact, votre ardeur, votre foi dans la justice, dans la rénovation m'a gagné et j'ai cru en Kerensky, aveuglément jusqu'au dernier jour.

Puis est arrivé octobre. Alors de nouveau je suis retombé de toutes mes espérances, et plus d'une fois je suis allé jusqu'à vous maudire en moi-même des illusions, des espoirs que vous m'aviez donnés. Et peu à peu je suis revenu à ma position première. Sous l'empire des excès, des horreurs qui se faisaient sans vouloir faire effort pour m'élever plus haut, pour dominer la situation, démêler dans quelle mesure les bolcheviks voulaient ces horreurs et ces crimes et dans quelle mesure ils se produisaient indépendamment d'eux, contre eux, peut-être sous la pousée fatale de masses populaires déchaînées, d'une anarchie terrible qu'aucun gouvernement n'aurait pu réprimer, je suis arrivé à cette conviction que le bolchevisme et que, voire plus, toute cette révolution était quelque chose d'infâme, d'abject qu'il fallait purement et simplement écraser, écraser à *tout prix* et vite surtout pour n'en laisser en aucun cas le mérite à l'Allemagne.

Et aujourd'hui, quand commence à se dessiner une intervention qui se produit beaucoup trop tard, la vue de ce qui arrive me bouleverse littéralement.

Je ne puis mieux vous dire que ceci : c'est comme si l'on s'avisait de faire à un malade une opération chirurgicale des plus douloureuses sans l'endormir et *progressivement* en la décomposant, sans avoir au moins l'humanité de faire vite et tout d'un coup pour abréger la souffrance.

J'ai trop peur que l'on pense : les Russes sont un troupeau inculte et passif; il n'y a pas besoin de se préoccuper d'eux; il n'y a qu'à agir à notre gré, dans la mesure où nous croyons devoir le faire, dans le délai qui nous est le plus commode, etc... S'il en était ainsi, cela serait le prélude du plus horrible drame de l'histoire moderne. Car soyez convaincu que ce peuple russe n'est pas la masse inerte et passive que l'on peut croire. Il y a dans son inertie une conscience de sa force. Il est souvent et longtemps inerte parce qu'il se rend compte instinctivement que les coups ne sont pour lui que des piqûres d'épingle. Soyez convaincu qu'il y a de cela dans son inertie apparente. Mais il PENSE, il *vit*, et acculé à des situations tragiques, il est capable de grandes choses. Il est capable de sursauts de désespoir. C'est ce qu'il a déjà montré aux Allemands en Ukraine. On a dit : les Allemands peuvent faire de la Russie ce qu'ils veulent. Ils peuvent aller où ils veulent. D'accord. Mais, s'est-on dit : pourront-ils sortir?

Aujourd'hui, les bolcheviks viennent d'avoir un sursaut inouï d'énergie et de vitalité, un sursaut tel que pour la première fois ils s'élèvent à la hauteur d'un gouvernement. Et c'est à cela précisément que je reconnais qu'ils sont *Russes*, que contrairement à ce que j'avais cru ils ne sont pas simplement une bande d'aventuriers étrangers et israélites artificiellement imposés par la force à la passivité du peuple. Oui, il y a parmi eux des éléments troubles, suspects — mais ne sommes-nous pas en Révolution et n'est-ce pas le cas pour les aventuriers d'exploiter le trouble de l'heure? — il y a des israélites et il y a, dans certains des crimes et des excès commis, certainement la marque de rancunes et de haines de religion. Mais dans l'ensemble, le bolchevisme est bien décidément quelque chose d'essentiellement russe et s'il s'est maintenu jusqu'à ce jour, au milieu de difficultés que peut-être aucun autre gouvernement n'aurait pu surmonter, même temporairement, c'est bien parce que derrière lui il a des masses populaires.

Ces masses, quelles sont-elles?

Elles laissent évidemment trop souvent de côté les éléments travailleurs, productifs du pays. Mais là n'y a-t-il pas une faute, une faute fatale peut-être des éléments qui, pour combattre le bolchevisme, l'ont boycotté sans s'apercevoir que ce boycottage était tout de même, en fin de compte, le boycottage du pays. Et s'il n'y avait pas eu cette attitude funeste, venue précisément de ce qu'on n'a pas compris ce qu'était le bolchevisme, peut-être celui-ci n'aurait-il pas de son côté été conduit à accentuer jusqu'à des propositions effroyables la lutte implacable des classes. Le boycottage auquel il se heurtait le condamnait forcément pour vivre à opposer d'abord la classe ouvrière et paysanne à la classe bourgeoise et possédante, puis ensuite au sein même de cette classe ouvrière et paysanne les ouvriers et les paysans plus pauvres aux ouvriers et paysans plus riches.

J'ai parlé souvent à des paysans venus en délégation ou pour affaires de gouvernements différents de la grande Russie. Ils étaient pour la fin de la lutte de classes, pour l'entente, mais ils étaient sûrement, consciemment ou inconsciemment, pour les Soviets.

Voilà encore un point sur lequel je voudrais insister. Il ne faut pas lier bolchevisme et sovietisme. Les paysans ont l'air

profondément habitués maintenant à leurs Soviets. C'est un rouage qui peut-être a des racines maintenant vraiment profondes et nationales. Et d'ailleurs c'est un organisme qui me paraît répondre aux traditions profondes du peuple russe. Quand j'ai voulu y voir une violation de la légalité, du développement normal de la révolution, j'ai commis moi aussi la faute que nous commettons tous, de vouloir absolument juger et critiquer les choses de Russie d'après nos formules et nos institutions occidentales. Evidemment, les Soviets ne sont pas des assemblées régulièrement élues comme les Conseils généraux. Mais elles n'ont plus aucun rapport avec de pareilles assemblées. Elles représentent en somme la collaboration immédiate, directe du peuple dans la direction des affaires l'intéressant. C'est une *formule russe* de gouvernement. Je commence à craindre que nous ne retombions dans la redoutable erreur commise par Pierre le Grand. Sans doute, on peut comme il sut le faire avec une main de fer appliquer sur la Russie, sans chercher à se soucier d'elle ni à la comprendre et en arrêtant son évolution naturelle originale, un *couvercle* emprunté à quelqu'une des formes de gouvernement connues de nous, république centralisée, république fédérale, monarchie constitutionnelle. Cela de nouveau durera un temps plus ou moins court et s'écroulera ensuite en découvrant de nouveau la plus lamentable anarchie, parce que, sous le couvercle brisé, on retrouvera la Russie encore une fois artificiellement figée dans son évolution normale.

Ne pouvons-nous donc pas admettre que la Russie puisse aboutir par elle-même, par des voies et des crises qui lui seraient propres, à une formule de gouvernement originale? Nous avons trop tendance à écouter des Russes occidentalisés des cadets, des hommes de la Douma, c'est-à-dire des hommes eux-mêmes séparés du peuple russe et figés dans des formules empruntées par eux théoriquement à nos histoires d'Occident. Ces hommes, ne l'oublions pas, ne sont que des individualités isolées dans le pays et n'ayant ni racine, ni force aucune dans leur propre pays. Ils nous induisent en erreur et nous les confirmons dans leurs erreurs en leur donnant de fausses illusions, des promesses erronées d'appuis dangereux pour eux-mêmes comme pour nous. Revenons de plus près à la vie russe. C'est difficile pour nous. Mais quand même essayons. Je me suis si souvent mépris moi-même, qui vis cependant depuis longtemps au cœur de cette vie, et qui aime de toute mon âme ce pays et ce peuple que je n'aurai pas l'outrecuidance de formuler quelque opinion. Cependant, il me semble qu'à l'heure actuelle il y a trois idées qui représentent quelque chose, qui ont vraiment une signification dans les cervelles paysannes : l'idée *religieuse*, l'idée de *Soviet* et l'idée de *tsar*.

Au premier abord, cela semble *fou*. A la réflexion, je ne vois, en faisant table rase de mes préjugés occidentaux, rien de contradictoire dans l'existence simultanée dans des cervelles populaires russes de ces trois idées.

La religion, qui avait été accaparée et bureaucratisée sous l'ancien régime, a pris depuis qu'elle a reçu sa liberté une grande force morale. Elle se renouvelle sur la base du retour à sa vie primitive : l'élection, le contact avec le peuple. Son patriarche, malgré tous les efforts faits par les partis politiques et

par la bourgeoisie cadette qui joue pour des buts politiques la comédie de la foi, reste jusqu'à présent au-dessus et en dehors des luttes de partis et maintient réellement à l'église son véritable caractère *populaire*.

L'idée *sovietiste*, c'est purement et simplement le retour aussi à la vie nationale russe, le développement ou mieux l'adaptation à la vie moderne du système patriarcal du gouvernement du peuple russe avec le peuple, de la collaboration incessante de celui-ci à toute la vie publique, non sous la forme parlementaire, mais sous la forme populaire.

L'idée de *tsar*, c'est l'idée de chef, c'est-à-dire non pas de monarque au sens constitutionnel occidental du mot, mais de représentation, d'émanation de la volonté populaire. J'en arrive à concevoir très bien par exemple un tsar étant l'élu, le président d'un sobor qui serait la résultante, le centre de l'organisme des Soviets (une assemblée composée de délégués de tous les Soviets).

Ceci, à titre de pure et simple hypothèse, mais pour formuler nettement cette conviction à laquelle j'arrive enfin que nous nous trompons quand, notant une de ces trois idées, nous en déduisons une théorie occidentale et voyons le peuple russe représenté ou exclusivement par son église, ou exclusivement par ses Soviets, ou exclusivement *monarchiste*, ce qui est faux. *Tsar* ne signifie pas monarchie. C'est une fausse traduction. En d'autres termes, je suis convaincu que l'évolution russe aboutira dans un sens ou dans un autre à créer une forme de gouvernement *originale* qui ne rentrera dans le cadre d'aucune formule occidentale et qui ne sera ni constitutionnelle, ni parlementaire, mais qui sera *démocratique populaire*.

Et la conclusion de ces impressions décousues, c'est un grand cri de désespoir et d'angoisse à la pensée qui m'est intolérable que, dans quelques heures peut-être, des soldats français vont se battre, non pas avec des « bolcheviks » mais avec des RUSSES, et que nous allons peut-être essayer d'entraver l'original développement de la crise russe pour la ramener artificiellement dans un cadre occidental.

Je souffre à la pensée que peut-être on ne se soucie pas du peuple russe; on n'y voit qu'un traître qui a abandonné la lutte et a laissé jeter sur le front occidental toutes les forces de l'impérialisme allemand. Le peuple russe — nous ne devons pas l'oublier — a eu sa part de lourde épreuve dans la guerre. Sans lui, nous aurions été vaincus. Sa collaboration du début est donc un fait que rien ne saurait supprimer et si tout ce qui arrive maintenant est possible, si l'Angleterre et l'Amérique ont pu venir à la rescousse, c'est parce que nous avons eu la Russie.

D'autre part, quand on accuse le peuple russe de n'avoir aucun patriotisme, aucun sentiment national, on *ment*. Son attitude superbe en Ukraine le prouve. Les Allemands n'en viendront pas à bout.

Profondément épris du désir de paix, très épris de l'idée de fraternité humaine, au sens chrétien du mot, le peuple russe est aussi profondément conscient de sa force. Et encore aujourd'hui il est même dans ses souffrances, dans la famine, dans l'épreuve, une *force*, une force contre laquelle ni l'Allemagne ni personne ne pourra rien.

Apportons-lui notre aide contre l'Allemand. Mais n'entrons

en lutte contre aucune de ses institutions, pas plus le bolchevisme ou le sovietisme qu'autre chose. Ne favorisons pas de partis. Ne faisons pas cette horrible chose de pousser à la haine, à la lutte de classe à rebours du bolchevisme, mais aussi criminellement que ce dernier.

Ne faisons pas se lever des Russes contre des Russes. Unissons-les tous et soyons leurs amis. Aidons-les. Aimons-les. Et c'est sur ce cri d'alarme et d'angoisse, poussé du plus profond de mon cœur, que je termine.

Je suis sûr que vous me comprendrez.

Si en quelque endroit j'ai pu dire quelque chose qui aura pu vous offenser ou vous déplaire, je sais que vous me comprendrez quand même.

Vous aimez la Russie. Vous ne voulez pas non plus la voir, de notre fait, jetée dans une anarchie sanglante, désordonnée et sans issue, dans laquelle nous ne pourrions d'ailleurs rien faire, sinon que mériter à la fin des fins la haine du peuple russe malgré sa grande puissance d'amour.

Pour terminer, j'ajouterai encore ces *quelques faits* et considérations :

Au lieu de se produire au moment où les Allemands, enivrés par la paix draconienne de Brest, qu'ils avaient imposée à la Russie, s'avançaient redoutables et menaçants, donnant vraiment une impression de force irrésistible, toujours plus avant dans l'intérieur de la Russie, notre intervention se produit juste au moment où les Allemands donnant une impression d'impuissance et de désarroi, commencent à se retirer des territoires occupés ou semblent à la veille de le faire, en butte à des émeutes de plus en plus graves de paysans, au moment enfin où, après l'assassinat de Mirbach et d'Eichhorn, leur ambassade vient de se reporter précipitamment, presque en panique, au delà de la ligne de démarcation.

C'est un point *très important*, car il en résulte que cela retire beaucoup, même en dépit de nos intentions, l'apparence d'aide au peuple russe pour la lutte contre les Allemands, qui est la seule raison d'être possible à notre intervention.

Autre point : Je sais de source sûre que les plus graves discussions éclatent et s'accentuent davantage entre les différents groupes politiques et personnalités sur lesquelles nous pensons nous appuyer. Il y a conflit entre partis (cadets et socialistes-révolutionnaires; socialistes-révolutionnaires de nuances diverses entre eux); il y a rivalités de personnes.

Je sais de source sûre qu'actuellement, par exemple, il y a déjà rupture entre le gouvernement provisoire d'Omsk et celui de Samara.

D'autre part, il est un fait certain, c'est qu'autour des Tchéco-Slovaques, il opère des bandes innommables qui pillent et massacrent et qu'il y a, de ce fait, une anarchie épouvantable.

Sans doute, nous ne voulons pas nous mêler des affaires intérieures russes. Mais cependant, comment le peuple croira-t-il que nous venons contre les Allemands quand peut-être ceux-ci ne seront plus là quand nous arriverons. Qu'on le veuille ou non, notre front, qu'il existe un jour sur le Volga, qu'il passe même par Moscou, ne sera jamais qu'un front intérieur russe.

Et puis grâce aux discussions, aux rivalités de personnes, à l'anarchie que ne fera qu'aggraver notre venue, il arrivera forcé-

ment un jour où, du moment que nous serons venus, ne pouvant évidemment pas rester dans le chaos et nous borner à avoir des relations avec des centaines de Soviets ou des dizaines de gouvernements régionaux, tous plus ou moins en lutte, nous serons *obligés* de nous allier avec un groupe et de proclamer un gouvernement ouvertement ou en nous tenant dans la coulisse, peu importe. Ce gouvernement, peu importe sa forme, sera notre création. Dès lors, malgré nous, en fait, nous nous trouverons, que ce soit avec un homme, un triumvirat ou une assemblée, avoir refait le coup allemand de Skoropadsky et nous aurons à en affronter ultérieurement les déplorables conséquences.

N'oublions pas encore deux choses :

1° Quoi que ce soit que nous voulions ressusciter : douma, assemblée constituante, monarchie constitutionnelle, dictature, etc..., tout est ou *mort* ou *artificiel* et par conséquent cela sera un édifice condamné à s'écrouler comme un château de cartes.

On me dit : nous ne nous faisons plus d'illusions; nous ne comptons sur aucun secours militaire de la Russie. Nous n'en avons d'ailleurs pas besoin. Nous demandons seulement aux Russes d'être dociles, de ne pas gêner notre action et de se regrouper pour former une Russie nouvelle qui soit en état de se tenir debout en face de l'Allemagne pour l'ouverture des négociations de paix.

Eh bien, est-ce que pour atteindre ce but, le meilleur moyen ne serait pas de ne pas toucher à cette évolution si complexe, si indéchiffrable qui se produit en Russie, et de la laisser aboutir elle-même par ses propres moyens en nous bornant à aider le peuple russe, c'est-à-dire à lui apporter notre aide pour réorganiser ses transports, pour combattre la famine, etc...?

2° Malgré notre intention de ne pas nous mêler des affaires intérieures russes, songeons-nous à l'effroyable mécontentement, à la haine déchaînée par le bolchevisme dans toute une partie de la population? Ce mécontentement, cette haine va s'assouvir en massacres, en répressions terribles qui toutes se produiront, que nous le voulions ou non, sous le couvert de notre intervention. Et ce sera encore là une analogie de plus avec le rôle des Allemands en Ukraine et nous aurons les mêmes dangers et les mêmes inconvénients de ce fait. En d'autres termes, notre intervention sera le signal d'une *recrudescence* violente de guerre civile en Russie. Or, le peuple russe est avant tout *pacifiste*. Nous nous l'aliénerons donc forcément un jour, c'est inévitable.

Enfin, qu'on se mette bien dans la peau et dans la pensée d'un Russe sans parti ni passion politique. Il a désiré notre intervention. Il nous a attendus. Maintenant il nous voit arriver quand il commençait à n'y plus penser. Il nous voit arriver d'une façon assez vague, imprécise, derrière des Tchéco-Slovaques, par des débarquements sur lesquels courent des bruits les plus contradictoires. Et il sent au même moment que les Allemands ne sont plus dangereux, qu'ils n'offriront pas aux Alliés le combat sur un front oriental reconstitué. Dès lors, il comprend bien que nous ne traverserons pas toute la Russie pour aller chercher les Allemands chez eux. Il est donc inquiet à juste titre. Il se dit : un jour ou l'autre les Alliés s'arrêteront; ils ne viendront peut-être même pas jusqu'à moi. Alors je n'aurai eu de cette intervention que les horreurs d'une recrudescence de guerre civile, de renforcement de la terreur, tandis que

d'autre part, pour mon pays, elle ne se traduira que par l'occupation de morceaux de territoires qui, vraisemblablement, ne lui feront jamais retour.

Voilà une tendance qui commence à se faire jour dans les classes bourgeoises qui appellent encore de leurs vœux, à l'heure où j'écris ces lignes, les Alliés. Que penseront-elles dans quelques semaines?

Je crains fort qu'actuellement beaucoup de ceux qui ont travaillé à l'intervention au lieu d'avouer que les circonstances sont autres, qu'il y a de graves dangers à s'engager dans un engrenage qui ne nous laissera plus échapper, continuent à soutenir l'intervention uniquement parce qu'ils ne veulent pas avoir l'air de s'être trompés.

Nous sommes engagés. C'est sur nos avis, nos points de vue que cela s'est fait. Nous devons travailler à ce que cela aboutisse afin de nous justifier.

Ne serait-il pas mieux de dire : Nous croyons avoir fait fausse route pour telle et telle raison. Limitons cette intervention commencée à une *aide* effectivement désintéressée au peuple russe pour l'aider à poursuivre son évolution, à sortir de la crise actuelle.

Ne faisons pas un pas de plus. Ne nous lançons pas dans une aventure d'inconnu et de sang.

Pour ma part, je le dis, je le crie, et je ne doute pas d'être compris de vous.

Cessons de semer la haine, d'aviver la guerre civile. Essayons d'apporter à ce pays la paix ou alors laissons-le à lui-même, mais ne prenons pas la responsabilité de ses souffrances de demain, et surtout ne nous en faisons pas devant notre conscience les auteurs ou les complices.

La France a un beau rôle à jouer : celui d'arrêter toutes ces mains fratricides levées les unes contre les autres, d'apaiser ces colères et ces haines au lieu de les exciter, de semer l'entente au lieu de la discorde, d'apaiser les Tchèques irrités et excités par une atmosphère anormale et par une propagande constante, de les mettre en paix avec les Russes, et enfin d'*exiger* des bolcheviks parallèlement un désarmement et une politique de conciliation et d'apaisement de leur côté et sur les limites du territoire, siège de leur pouvoir. Il n'est pas encore trop tard pour sauver la Russie de la plus horrible et peut-être sanglante des catastrophes. Mais il faut agir d'*urgence*, d'*extrême urgence*.

Et avant tout il faut sans tarder une seconde faire entendre notre voix au peuple russe et parler haut et loyalement.

Veuillez excuser cette lettre et croire, Monsieur le Ministre, à mes sentiments profondément dévoués.

END OF
TITLE